

Nouvelles locales du vendredi 03 juillet 2015

@rib News, 03/07/2015 | Coopération Les Pays-Bas ne reconnaissent pas les élections du 29 juin et du 15 juillet, et menace d'abroger définitivement l'aide directe au gouvernement si Nkurunziza prête serment pour un troisième mandat ! Entretemps, le gouvernement néerlandais vient de suspendre l'appui à la réforme de l'armée et de la police. Quand la Hollande dit "abroger définitivement", cela signifie qu'elle ne reviendrait plus après cette décision, même avec un gouvernement sans Nkurunziza. Il y a cinq ans, la Hollande avait diminué drastiquement la liste de pays partenaires et le Burundi avait été sauvé de justesse (16 me sur 16 pays). Une grave menace qui intervient alors que le pays souffrait d j d'une carence de partenaires internationaux. Nous avons très peu de partenaires bilatéraux.

  Politique - Plus de 5 jours après des élections, on ne connaît pas encore qui sont membres des conseils communaux et les élus du peuple. Les élections se sont déroulées au début de la semaine mais sauf quelques provinces qui ont d j rendu publiques les résultats provisoires, beaucoup de Commissions  lectorales Provinciales Indépendantes n'ont pas encore terminé le travail de dépouillement. Certains partis politiques de la mouvance estime que les élections ont été bien organisées et se sont déroulées dans la transparence. Mais du côté de l'opposition dénoncent un scrutin très mal organisé. Ils rappellent la démission de deux membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante qui ont été remplacés sans consensus avec le retrait de l' glise catholique qui a entra  démission des membres des CEPI et CECI. Pour l'opposition certains membres des CECI et bureaux de vote ont été remplacés le jour même du scrutin ce qui témoigne que ces élections sont mal organisées intentionnellement par le parti au pouvoir en collaboration avec la Commission Electorale Nationale Indépendante.

- Pour Pierre Claver Ndayicariye président de la CENI, le retard dans la publication des résultats s'expliquent par le fait qu'on a combiné fois les élections communales et législatives ce qui fait un travail double. Selon le président de la CENI, aujourd'hui le CEPI sont en train de faire le dépouillement pour terminer le travail. A partir de ce vendredi, les chiffres des résultats provisoires communaux seront publiés et ceux qui ont des plaintes peuvent commencer à les déposer auprès des CEPI et la Commission Electorale Nationale Indépendante va valider en dernière position les résultats des élections communales et les législatives seront validés par la cour constitutionnelle.

- Quelques provinces connaissent pourtant les résultats. Le CNDD-FDD vient largement en tête suivi par les indépendants Amizero y Abarundi. C'est le cas de province de Muramvya dont voici les résultats : le CNDD-FDD 59%, Amizero y Abarundi 6%, Uprona 3%, Frodebu Nyakuri moins de 1%. Le taux de participation est de 84%. C'est aussi Kayanza où le CNDD-FDD a 77%, à Amizero y Abarundi 9% et Karuzi: le CNDD-FDD a eu 84%, Amizero y Abarundi 6%, l'ADC-Ikibiri 1% et Uprona moins de 1%. Le taux de participation est de 89%.

- Déclaration de la société civile à la suite de la mascarade électorale du 29 juin et de l'attaque de Mutakura du 1er juillet 2015. Les organisations signataires condamnent le forcing électoral du Président Nkurunziza qui est une voie sans issue empruntée dans le mépris total de l'Accord d'Arusha, de la Constitution et pertinentes décisions prises par la Communauté Est africaine ainsi que l'Union Africaine. Elle affirme qu'elle constate amèrement que le Président Nkurunziza vient de mettre à exécution un coup d'Etat Constitutionnel et d'enterre les acquis de la jeune démocratie burundaise. Elle ajoute qu'elle est fortement préoccupée par les menaces proférées contre les opposants au troisième mandat du Président Nkurunziza, dénonce un plan d'extermination des habitants et de destruction des quartiers contestataires, et condamne les exécutions sommaires des opposants au troisième mandat par des agents de l'Etat. Elle condamne en outre fermement l'attaque policière du 1er juillet 2015 à Mutakura qui aura fait une dizaine de morts. Elle est indign e par des informations indiquant que l'attaque était conduite par le Général Adolphe Nshimirimana, chargé de missions à la présidence de la République, qui ne relève d'aucun commandement des forces de sécurité. La société civile burundaise déclare qu'elle ne reconnaîtra ni les résultats les institutions qui seraient issus d'une élection tronquée dans tous les sens et que seuls Nkurunziza et ses complices en répondront devant le peuple burundais. Elle déclare néanmoins être prête au dialogue à condition d'exclure toute solution permettant un troisième mandat au Président Pierre Nkurunziza et appelle toutes les forces vives de la Nation à se mettre ensemble sans tarder pour trouver une alternative démocratique à la crise actuelle. Elle appelle enfin la communauté internationale à envisager, en vertu de la responsabilité de protéger, une intervention rapide au Burundi pour protéger la population menacée par un président devenu de facto chef de milice Imbonerakure, pour la désarmer et arrêter ses chefs ; et prévenir la commission de crimes internationaux.